

# Des thérapies de couples pour éviter la décohabitation

La municipalité de Viroflay (Yvelines, 16 960 habitants) emploie une conseillère conjugale et familiale pour essayer d'éviter la séparation des ménages. Objectif : tenter de limiter le nombre de familles monoparentales, souvent plus pauvres, et donc davantage demandeuses de logements sociaux et de prestations sociales.

« **N**otre couple a subi un tsunami », confient-ils simplement, avec pudeur. Une situation « tellement grave », selon cette femme et cet homme souhaitant rester anonymes, qu'ils ont eu « besoin d'une professionnelle ». Elle en parle alors à un ami, qui lui conseille de prendre rendez-vous avec la conseillère conjugale et familiale recrutée par la mairie de Viroflay. « J'ai commencé avec une séance toutes les deux semaines, se souvient-elle. Monsieur est venu ensuite. Les rendez-vous étaient souvent individuels. » Depuis son installation, Emmanuelle Leprince-Ringuet reçoit désormais une dizaine de couples chaque année, dans un bureau situé contre le hall d'accueil de la mairie. « Toutes les demandes sont différentes, observe la conseillère conjugale et familiale. Cela peut concerner des problèmes de communication, de parentalité, d'alcoolisme ou des grossesses non désirées. J'accompagne aussi des personnes seules. »

## Aucune prévention n'existe pour la vie de couple

Ce service est proposé depuis 2017 par la municipalité de Viroflay. « Nous avons constaté que 50 % des demandeurs de logements sociaux étaient des familles monoparentales, indique Laure Cottin, adjointe au maire en charge de la petite enfance, des affaires familiales et sociales. Et la moitié des aides financières distribuées par le Centre communal d'action sociale allait aussi à des familles monoparentales. Nous sommes donc revenus au point de départ, à ce qui pousse les couples à se séparer et comment mieux les accompagner pour éviter cette situation. On a remarqué que

*l'État soutenait les ruptures, avec des médiations familiales et des prestations financières pour les familles monoparentales. Mais aucune prévention ni aucun accompagnement n'existe pour la vie de couple. »*

## De 50 à 40 % des demandeurs de logements sociaux

La municipalité de Viroflay, conduite par Olivier Lebrun, a donc décidé de consacrer une partie de son budget à l'embauche d'une conseillère conjugale et familiale, pour offrir ce service aux habitants, deux demi-journées par semaine, sans qu'ils ne déboursent un centime. Une gratuité qui



## En chiffres

- ▶ 425 000 séparations conjugales (divorces, ruptures de PACS ou d'unions libres) ont lieu en moyenne chaque année en France.
- ▶ Le nombre de familles monoparentales est passé de 12 % en 1990 à 24,7 % en 2020, soit deux millions de familles monoparentales qui hébergent au moins un mineur.
- ▶ Les femmes seules sont les plus précaires : 45 % des enfants qui vivent avec leur mère étaient en situation de pauvreté en 2020, contre 22 % de ceux qui vivent avec leur père.



**Laure Cottin,** adjointe au maire en charge de la petite enfance, des affaires familiales et sociales de Viroflay (Yvelines, 16 960 habitants) « Dans la mesure où les séparations ont des conséquences sur les politiques publiques, il faudrait proposer un soutien à la conjugalité. »

encourage plus facilement les prises de rendez-vous. Chaque consultation coûte à la ville une soixantaine d'euros minimum, selon l'adjointe au maire, qui affirme « ne pas être animée par l'aspect financier ». « Nous ne pouvons pas suivre les couples après leurs consultations, pour savoir s'ils sont toujours ensemble ou non, précise Laure Cottin. On sait qu'entre 2020 et 2023, nous sommes passés de 7 à 12 % de familles monoparentales à Viroflay. Mais ces familles ne représentent plus, aujourd'hui, que 40 % des demandeurs de logements sociaux. Nous ne savons pas si cela est lié à l'arrivée d'une conseillère conjugale et familiale. Dans tous les cas, à notre niveau, ce n'est qu'une goutte d'eau. La ville n'atteint pas le quota de logements sociaux, et cette mesure ne va pas changer les choses. Mais c'est une piste. »

## Une initiative à généraliser ?

À Viroflay, l'adjointe en charge de la petite enfance, des affaires familiales et sociales encourage donc la généralisation de l'initiative mise en place dans sa ville. « À l'échelle nationale, les séparations ont des conséquences financières directes et indirectes sur le budget de l'État, selon Laure Cottin, qui lance un appel aux pouvoirs publics afin qu'ils soutiennent les couples. Les communes et le gouvernement devraient proposer des outils pour entretenir les relations », estime-t-elle. Reste que certains maires hésitent à développer des dispositifs pouvant être perçus comme intrusifs

## Une forte dépendance des familles monoparentales aux prestations sociales

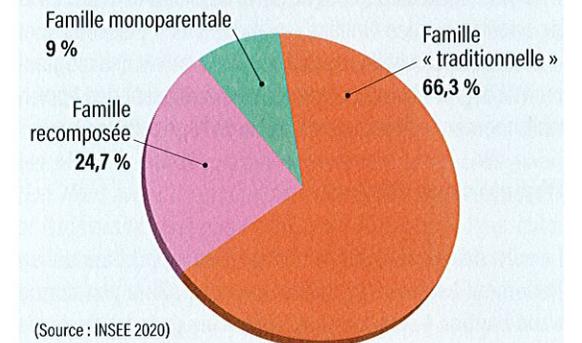
Selon une étude de l'INSEE, 37,1 % des mineurs au sein d'une famille monoparentale résidaient, en 2020, dans un logement locatif HLM contre 15,8 % des enfants issus de familles dites « traditionnelles », qui sont plus souvent propriétaires. De plus, près de 4 mineurs sur 10 appartenant à une famille monoparentale vivaient, en 2018, au-dessous du seuil de pauvreté, contre environ 21 % de l'ensemble des enfants.

à l'égard de la vie privée de leurs habitants. Pour Laure Cottin, « dans la mesure où les séparations ont des conséquences sur les politiques publiques municipales et les services, pourquoi ne faudrait-il pas travailler sur un soutien à la conjugalité ? » C'est aussi l'avis de la conseillère employée par la commune : « En France, le divorce est relativement facile, donc il serait juste qu'à l'inverse l'accès à un soutien au couple soit tout aussi simple », juge Emmanuelle Leprince-Ringuet.

Après deux ans de consultations, l'un des ménages qu'elle a accompagné a survécu au « tsunami » qui aurait pu causer une rupture. « Il y a toujours des difficultés, reconnaît monsieur. Mais cela nous a tout de même aidés. L'objectif est atteint. C'est une expérience très positive. » La ville de Viroflay a reçu, l'an dernier, le Prix des couples, décerné à titre honorifique par l'association L'Alliance pour l'amour durable. La commune propose aussi des conférences et des ateliers, chaque année, sur des thématiques concernant la vie de couple. **JDM**

Clotilde Dumay

## Répartition des familles en France



Ainsi, « la dépendance des parents isolés aux prestations sociales est plus élevée que les autres ménages : 57 % d'entre eux déclarent percevoir des allocations logement et 23 % le revenu de solidarité active (RSA), contre respectivement 26 % et 8 % parmi l'ensemble des autres ménages », d'après une enquête publiée en 2021 par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques.